

# l'insurgé

7 avril 2012

*« La jeunesse est la flamme  
de la révolution »*

Karl Liebknecht

POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Site : <http://www.insurge.fr>

## **Pour briser l'offensive de la bourgeoisie, une première urgence : chasser Sarkozy !**

### **Les années Sarkozy : cinq années de politique ultra- réactionnaire**

Pour les travailleurs et la jeunesse, le bilan des années Sarkozy est un sévère bilan. Depuis 2007, ce personnage et son gouvernement ont conduit une violente offensive contre les acquis sociaux (sécurité sociale, hôpitaux publics, retraites), contre le code du travail et les contrats de travail, imposant l'autonomie dans les universités avec la LRU, supprimant 150 000 postes de fonctionnaires, limitant le droit de grève, multipliant les lois liberticides et les mesures répressives, s'attaquant aux plus pauvres et aux plus opprimés : travailleurs sans papiers, chômeurs, personnes sans logements ou ne pouvant plus payer leurs logement. Cette politique, combinée avec la crise du capitalisme, a entraîné la baisse du pouvoir d'achat et la hausse du chômage. Et si Sarkozy devait être réélu, ce serait de nouvelles attaques encore plus violentes, attaques qui auraient le soutien de la très réactionnaire Le Pen, et du grand défenseur de l'école privée qui a nom François Bayrou.

Contre cette politique, de puissantes mobilisations ont eu lieu, en particulier à l'université (à l'automne 2007 et au printemps 2009) et contre la réforme des retraites, à l'automne 2010. Or ces mobilisations se sont traduites par un échec.

Dans ces conditions, pour la jeunesse et la population laborieuse, pour les travailleurs en activité, ou au chômage ou à la retraite, il y a une aspiration fondamentale : chasser Sarkozy !

Et l'élection présidentielle offre la possibilité de concrétiser cette volonté.

### **Pour un vote de classe : Dehors Sarkozy !**

Pour en finir avec Sarkozy, un grand nombre de travailleurs voteront au premier tour pour François Hollande. Ils le feront avec plus ou moins d'illusions quant à la politique que fera ce candidat du Parti socialiste, mais ils le feront pour être sûrs que Sarkozy soit battu. D'autres voteront Mélenchon, candidat commun du PCF, du Parti de Gauche et de divers groupes. Ils le feront pour ses discours parfois plus radicaux, votant pour lui comme un moyen de faire pression sur Hollande, et parfois avec l'espoir que Mélenchon serait présent au second tour. D'autres enfin, refusant notamment le patriotisme cocardier de Mélenchon, voteront pour la candidate de LO, Nathalie Arthaud, ou pour Philippe Poutou, le candidat du NPA. Mais par tous ces votes s'exprimera un vote de classe, un vote sur un objectif commun : chasser Sarkozy, en finir avec toute sa politique. Et pour cet objectif, ils voteront au second tour pour le candidat issu de ces partis et demeurant en lice.

### **Préparer la grève générale des travailleurs et de la jeunesse !**

Mais les travailleurs sont lucides. S'ils chassent ainsi Sarkozy, puis la majorité des députés UMP à l'Assemblée, leurs revendications ne seront pas pour autant satisfaites par le prochain gouvernement, ou bien de manière marginale. Certes, quelques promesses sont faites, concernant par exemple les postes d'enseignants ou les lois les plus liberticides. Mais ni le PS ni le Front de gauche ne revendiquent l'annulation de la dette publique, qui continuera d'être remboursée, ni ne remettent en cause la propriété privée des moyens de production. Le patronat continuera de licencier et d'exiger de nouvelles lois anti-

ouvrières (par exemple : flexibilité accrue du travail, attaques contre la Sécurité sociale, etc). L'exigence du patronat et des rentiers sera d'autant plus forte que persiste la crise du capitalisme.

Pour combattre les projets patronaux, et imposer leurs revendications, les travailleurs devront engager de puissants combats, aller vers la grève générale. Et, pour commencer, partout, organiser des assemblées générales pour décider des revendications immédiates et des moyens d'obtenir satisfaction.

### **Des revendications immédiates**

Ces revendications sont innombrables. Certaines sont incontournables. C'est notamment l'abrogation de toutes les lois réactionnaires des années Sarkozy : par exemple l'abrogation pure et simple de la LRU, ou l'abrogation de la réforme des retraites, avec le rétablissement d'une pleine retraite à 60 ans, sur la base de 37,5 annuités et des meilleures années (six derniers mois dans la Fonction publique). D'autres revendications doivent être immédiatement satisfaites : augmentation générale des salaires (et indexation des salaires sur l'inflation), régularisation générale de tous les sans papiers...

Pour la plupart, ces revendications ne figurent pas dans les programmes des candidats qui espèrent être élus, ou bien de manière fort ambiguë. Ainsi, à l'université, le PS veut, par la loi, corriger la LRU, mais non l'abroger. Quant au Front de gauche, il propose de l'abroger... au profit d'une nouvelle loi, ce qui revient au même. Pour les retraites, ni Hollande ni Mélenchon n'exigent le retour aux 37,5 annuités.

Grèves et manifestations sont donc inévitables pour que soient satisfaites ces revendications. Dans ce combat, les salariés auront besoin de leurs syndicats.

### **À bas le « dialogue social »**

Les mobilisations du passé l'ont montré : la politique suivie par les directions syndicales est déterminante dans le succès ou l'échec d'une mobilisation. Ainsi, en 2006, alors que Chirac était Président, la loi réactionnaire instituant le CPE (contrat précaire pour les jeunes dit « de première embauche ») put être balayée par la mobilisation parce que tous les syndicats (ainsi que le PCF et le PS) eurent un seul mot d'ordre : « *retrait du CPE* », qui n'était pas négociable.

Chirac, puis Sarkozy ont ensuite renforcé le « dialogue social » avec les dirigeants syndicaux. Ce dialogue fut incessant, conduisant à l'abandon d'importantes revendications, comme l'exigence du retour aux 37,5 annuités. Aucune direction ne voulut menacer l'existence du gouvernement. Cette politique contribua largement à la défaite des mobilisations.

Aujourd'hui, les directions syndicales se préparent au dialogue avec le prochain gouvernement. Les travailleurs devront donc combattre pour imposer que ces dirigeants soient à leur service, et renoncent au « dialogue social ». Car cette politique de dialogue ne sert, en fin de compte, qu'à préserver les intérêts du capitalisme national.

### **Le capitalisme n'est pas régulier**

Une fable développée par nombre de partis politiques, et par les directions syndicales, est de prétendre que, « avec une autre politique », mais sans s'attaquer au capitalisme, on pourrait défendre les revendications ouvrières, liquider le chômage et améliorer les salaires. Autrement dit : il serait possible de mieux gérer le capitalisme. Autant vouloir transformer un requin en mangeur de salades !

À l'inverse, parce que ce système économique ne peut survivre qu'en accentuant l'exploitation des travailleurs (et en condamnant une foule d'entre eux au chômage), toute revendication implique de s'attaquer aux intérêts fondamentaux des capitalistes. En finir avec la spéculation et contrôler l'activité des banques ? Le seul moyen sérieux est l'expropriation de toutes les banques, sous contrôle des travailleurs. En finir avec le chômage ? C'est l'interdiction des licenciements qui s'impose, avec la baisse du temps de travail, sans flexibilité et sans baisse de salaire. De même l'expropriation immédiate des grands groupes économiques et financiers (assurance, transports et énergie, etc) est une nécessité. Cela implique de se fixer un objectif : en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme, instaurer le socialisme. Cela passe par une transition : un État des travailleurs, avec un gouvernement des travailleurs et de leurs partis. Sur cette orientation peut et doit être construit un parti révolutionnaire.

C'est dans cette perspective qu'un vote classe contre classe, un vote pour éjecter Sarkozy, prend tout son sens.